

L'audace et l'ouverture

« Nous avons jusqu'en 2015 pour agir » estimait dès 2007 le président du GIEC et prix Nobel de la paix.

Selon le scénario le plus optimiste, on ne pourra plus éviter une élévation de la température moyenne de +2 et 2,4°C, qu'à condition d'une diminution des émissions de gaz à effet de serre de -30% d'ici 2020 dans les pays développés comme l'Europe.

Etant donnés les délais de construction d'infrastructures, de renouvellement des parcs, etc., les décisions doivent être prises vite, les financements devront être dégagés avant cinq ans, soit en 2015.

En 2009, il nous restera six ans. La mandature européenne et les élections régionales qui suivront en France seront décisives pour mobiliser l'économie dans une révolution écologique.

La mandature européenne : car le traité de Lisbonne aura considérablement élargi, on l'espère, le pouvoir du Parlement européen.

La mandature régionale : car rien ne sert de penser et de légiférer globalement si on ne sait pas agir localement.

Dans le monde politique, l'écologie reste encore un épiphénomène, même si le PS, le PC et autre NPA commencent à intégrer des diagnostics écologiques, les mesures arrivent encore en queue de comète des priorités. Le Grenelle de l'environnement, quant à lui, a été enterré par les lobbies, faute de les avoir combattus.

On ne fera pas d'écologie avec les professions de foi intermittentes de la gauche ou de la droite, mais avec le savoir faire et la résolution des écologistes dans une démarche

coordonnée et à long terme avec les partis, associations, syndicats et militants de gauche qui sont conscients de l'urgence écologique.

Avec l'optimisme de la volonté aussi : oui, nous pouvons agir sur cette réalité ensemble. Les solutions existent et nous avons commencé à les mettre en oeuvre, partout où nous sommes élus (Agenda 21, plan climat-énergie etc).

Nous refusons tout catastrophisme. La révolution écologique sera pacifique, participative, et joyeuse.

Et nous savons que les plus démunis, les plus menacés par la perte d'un environnement sain, doivent être les premiers mobilisés et leurs intérêts promus, par un partage du travail et des richesses.

La révolution écologique sera solidaire, populaire, ou ne sera pas.

La prise de conscience populaire du péril écologiste, provoque, comme dans les années 90, la montée d'une illusion : celle d'une négociation directe entre les mouvements associatifs et le pouvoir en place quel qu'il soit.

Même si les élections municipales ont montré une stabilisation, sinon un renforcement des Verts comme acteur politique à part entière, ils ne sont pas encore investis par l'opinion publique de la mission de conduire la révolution verte.

C'est pourquoi nous devons viser à construire une alliance la plus large possible, d'une part avec les forces écologistes associatives, d'autre part avec les partis « eco-compatibles » de la gauche traditionnelle en laquelle une partie de l'opinion voit encore la « solution politique de changement »

Ce problème complexe appelle une réponse subtile, articulée, que l'on pourrait résumer en deux mots : « ouverture et dialogue »

Il faut viser, dans la séquence d'élections à la proportionnelle des européennes, un score à deux chiffres pour des listes de rassemblement écologiste. Ce n'est possible que par un "big bang" de l'écologie, sans exclusive si ce n'est d'avoir compris que le libéralisme est incompatible avec l'urgence de la crise. Et, au niveau international, le souverainisme, revient au même puisqu'il n'oppose pas une Europe politique à celle des marchés.

Nous devons donc nous ouvrir à tous les écologistes quelle qu'ait été leur position sur les réformes européennes dès lors que leurs réticences éventuelles portaient sur le pas trop lent de la marche vers une Europe politique, écologique et sociale, et qu'ils admettent aujourd'hui que chaque pas en avant dans la réalité vaut mieux que le plus parfait des programmes.

Cette ouverture aux associatifs ne vise pas seulement les « environnementalistes », mais tous ces « ingénieurs du bonheur quotidien » qui dans l'économie sociale et solidaire inventent de nouvelles manières de vivre et de travailler. Et surtout, cela n'oblige en rien les associatifs à entrer en politique.

Notre « métier » est de mettre en oeuvre dans les politiques publiques les attentes de la société civile organisée.

Cela implique des signes forts à donner à l'opinion publique. La mouvance associative et le courant de sympathie qui se reconnaissent dans Nicolas Hulot et dans José Bové y sont sans doute prêts.

Les Verts doivent être l'épine dorsale d'une telle initiative,

Premiers signataires :

Michel Bock, Nicole Dedebat, Patrick Franjou, Pierre Hémon, Alain Lipietz, Noël Mamère, Mikaël Marie, Marianne Moukomel, Natalie Riollet, Djamila Sonzogni, Anne Souyris, Claude Taleb, Dominique Voinet.

remettant au goût du jour leur tradition (tombée en désuétude) de « postes d'ouverture », et confirmant l'initiative des Assises de l'écologie politique (comme prévu par la réforme du parti) pour montrer aux citoyens la cohérence de notre travail avec les associations.

Mais simultanément doit avoir lieu le débat avec la gauche traditionnelle.

Ce débat doit avoir lieu sur le fond pour mener à bien la mobilisation des politiques publiques, non seulement sur les crises environnementales, mais sur ce qui en conditionne la solution :

la priorité aux plus démunis, la démocratie participative, le renforcement et la démocratisation des services publics, le respect de droits des migrants, la lutte contre toutes les discriminations et pour l'égalité, l'urgence de la construction d'une France et d'une Europe politiques donc, d'ores et déjà, les conditions à mettre en oeuvre pour battre la droite en 2012.

Bien entendu, les alliances de second tour qui pourront être construites dépendront du choix des électeurs.

Alliances avec la gauche telle qu'elle est quand c'est nécessaire, construction d'une gauche transformée chaque fois que c'est possible.

Nous devons dès maintenant travailler à la construction de cette gauche rénovée, transformée, car c'est à nous de montrer, aux citoyennes et citoyens, mais aussi aux militants de la gauche elle-même (comme de Bègles à Montreuil...) qu'une autre gauche est possible, la gauche du XXI^e siècle : une gauche écologiste.